

Arnaud Batté

L'action résistante de Jeannil Dumortier

Jeannil, Fernand, Edouard DUMORTIER naît le 28 juin 1911 dans l'Oise, à Attichy, village proche de la frontière avec l'Aisne, à une petite vingtaine de kilomètres à l'est de Compiègne. Son père, Fernand DUMORTIER, est tapissier-ébéniste, profession qu'exerçaient déjà son père et son grand-père. Sa mère, née Jeanne MENARD, est institutrice.

Jeannil DUMORTIER va un temps à l'école primaire de Boran-sur-Oise puis à l'école communale des garçons de Précy-sur-Oise. En juillet 1923, il y est reçu au Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires avec la mention bien. Lors de la rentrée suivante, il intègre le lycée Félix Faure de Beauvais. Interne, il y passe sa scolarité de collégien et de lycéen. En 1931, il obtient son diplôme de bachelier, série mathématiques. A ce moment-là, il est admissible à l'école Polytechnique, mais ses parents disposant de ressources insuffisantes, il ne peut l'intégrer.

Il choisit alors de suivre les cours de classes préparatoires aux grandes écoles et se dirige vers le lycée Lakanal de Sceaux, en région parisienne. Il intègre les classes de Mathématiques supérieures puis de Mathématiques spéciales. En fin de deuxième année, il fait partie des vingt élèves ayant mérité l'inscription permanente au Tableau d'Honneur. En 1933, Jeannil DUMORTIER passe le concours de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (ENSET). Il le réussit et entre donc, en octobre 1933, dans cette école, située boulevard de l'Hôpital à Paris. Il a désormais un statut d'élève-professeur. Jeannil DUMORTIER intègre pour deux ans la section industrielle de type A, sciences industrielles. Au terme de ces deux années, il est soumis aux épreuves du Certificat d'Aptitude au professorat industriel, qu'il passe avec succès.

Pendant qu'il effectue son service militaire, d'octobre 1935 à octobre 1936, est intervenue, le 24 août 1936, sa nomination comme professeur certifié dans une Ecole Pratique de commerce et d'industrie (EPCI), que lui confère son diplôme. Jeannil DUMORTIER est nommé à l'Ecole Pratique de commerce, d'industrie et de mécaniciens de marine de Boulogne-sur-Mer, située rue Cazin, pour y enseigner les mathématiques. Son affectation débute lorsque prend fin son service militaire, soit en octobre 1936. Sa femme, Germaine DUMORTIER, le suit ; elle obtient un poste d'institutrice à l'école de filles de Saint-Martin Boulogne, commune dans laquelle le couple réside désormais. D'octobre 1936 à janvier 1938, Jeannil DUMORTIER est professeur en classe de 6ème, puis, jusqu'à sa mobilisation à la fin du mois d'août 1939, il enseigne les mathématiques à des élèves de 5^{ème}.

En 1936, Jeannil DUMORTIER adhère au Parti socialiste, alors désigné sous le

sigle S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière). Il s'inscrit à la section de Saint-Martin-Boulogne, fondée par Charles SPECQ. A la date du 6 novembre 1938, à l'occasion d'élections complémentaires, Jeannil DUMORTIER devient conseiller municipal de Saint-Martin.

En 1938, la crainte d'un conflit avec l'Allemagne est si vivace que le gouvernement français mobilise partiellement. Le 24 septembre 1938, des affiches officielles rappelant certaines catégories de réservistes fleurissent sur les murs des villes. A Saint-Martin comme dans un grand nombre d'autres localités, des listes de noms sont placardées ; celui de Jeannil DUMORTIER y figure. Il est en effet rappelé sous les drapeaux à cette date du 24 septembre. Il le reste jusqu'au 7 octobre 1938.

Le 24 août 1939, le Conseil des ministres français met en route la mobilisation partielle des troupes, qui commence effectivement le 25. Cette décision s'applique à Jeannil DUMORTIER qui part pour Metz, où il est affecté à la 22^e batterie de repérage. Le 1^{er} septembre, l'armée allemande pénètre en Pologne et occupe Dantzig. Il ne reste dès lors plus rien du traité de Versailles. L'ordre de mobilisation générale est lancé et entre en vigueur le 2 septembre. On est loin de l'enthousiasme manifesté en 1914, mais les hommes mobilisés sont prêts à remplir leur devoir de soldats. Le 3 septembre à 11 heures, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne ; la France fait de même à 17 heures. Débute alors la « drôle de guerre » : il ne se passe presque rien, les soldats restent l'arme au pied. Si aucune action offensive n'est déclenchée à l'ouest, à l'est en revanche la Pologne est écrasée en trois semaines.

Les Français, retranchés derrière une ligne Maginot qui semble inviolable, se sentent en sécurité. A l'abri derrière ce bouclier qui court de la frontière suisse à la forêt des Ardennes, ils attendent et observent. En face, les Allemands disposent de la ligne Siegfried, tout aussi imprenable. Cette première phase du conflit n'est ponctuée que de sporadiques duels d'artillerie. Au cours de l'un d'eux, Jeannil DUMORTIER est blessé : touché par un éclat d'obus au ventre, il est évacué le 22 novembre 1939 et hospitalisé. Le 5 décembre, il est promu au grade de lieutenant de réserve. Il quitte l'hôpital en mars 1940 et est dès lors affecté à la 101^e batterie de dépôt.

Le 10 mai 1940, l'armée allemande, la Wehrmacht, contournant la ligne Maginot, envahit la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. Les opérations militaires sont désormais engagées, et c'est au cœur des Ardennes que porte l'offensive principale. Appuyés par les bombardiers, les blindés du général GUDERIAN attaquent dans ces Ardennes réputées infranchissables et, en trois jours, les Allemands sont sur la Meuse. Une partie de l'armée française commence alors à battre en retraite. Jeannil DUMORTIER est concerné par ce repli ; il aboutit à Tarbes, dans le département des Hautes-Pyrénées, où, à partir du 13 juin, il effectue un nouveau séjour dans un hôpital, pour une raison qui nous est inconnue. Il reste hospitalisé jusqu'au 30 juin. L'armistice, demandé par le maréchal PETAIN, est signé le 22 juin. Le 7 octobre 1940, Jeannil DUMORTIER est démobilisé à Tarbes. Il se retire à La Seyne-sur-Mer, dans le département du Var, où il enseigne au collège technique de garçons, d'octobre 1940 à janvier 1942.

A Saint-Martin comme ailleurs, il faut désormais s'adapter aux nouvelles conditions de vie. Les municipalités constituent le relais entre l'administration allemande et la population. Le conseil municipal de Saint-Martin, amputé de plusieurs

membres dont DUMORTIER, est maintenu en l'état jusqu'en août 1941. La loi municipale du 16 novembre 1940 est alors appliquée. Celle-ci, dans son article 2, remet en cause la nature élective des fonctions municipales dans les communes de plus de 2 000 habitants. La nomination du maire relève dorénavant de la compétence du préfet, et est soumise à l'agrément de l'administration allemande. Le 12 août 1941, le préfet, par un arrêté, nomme un nouveau conseil municipal. Vingt personnes, dont onze faisant partie de la précédente assemblée communale, le composent. Jeannil DUMORTIER, lui, en est absent. A la date du 12 août 1941, Jeannil DUMORTIER est donc démis de ses fonctions de conseiller municipal de Saint-Martin. Cette liste est conforme à celle établie par Achille PAPEGAEY, à la demande du préfet, le 26 avril 1941. Ce même Achille PAPEGAEY est confirmé dans ses fonctions de maire de Saint-Martin par le préfet.

En octobre 1942, après être parvenu à regagner Saint-Martin, Jeannil DUMORTIER entre dans la Résistance. Il n'est pas simple de connaître et d'expliquer les motifs pour lesquels il fait ce choix, d'autant plus que ses motivations sont multiples. Jeannil DUMORTIER a d'abord, en intégrant la Résistance, le sentiment de faire son devoir. Il abhorre la présence de troupes ennemies sur le sol de sa patrie, cette vision de son pays occupé le rebute très fortement. Il manifeste également un anti-nazisme, lié à cette vision. En revanche, il ne ressent pas de haine particulière envers le maréchal PETAIN, dont il comprend le raisonnement tout en le réprouvant. Ensuite, il est vraisemblable que son statut de professeur le prédispose à entrer dans la Résistance. Le corps enseignant est en effet une des cibles du régime de Vichy qui s'engage dans une politique scolaire anti-laïque.

Ses compétences militaires dans l'artillerie sont très recherchées par les responsables boulonnais de la Résistance. Il manque en effet des spécialistes de ce type d'armes. Jeannil DUMORTIER possède également de grandes aptitudes pour le dessin, qui lui sont très utiles pour dresser des plans d'ouvrages allemands. Pour Guy BATAILLE, ancien directeur de *La Voix du Nord* et auteur de nombreux ouvrages sur la guerre 1939-1945 dans le Boulonnais, il est fort probable que ce soit Raymond MASSELIS, lui-même capitaine de réserve, directeur de l'hôpital de Boulogne, qui, avec l'accord d'Henri HENNEGUELLE, le contacte pour entrer dans le mouvement Libération-Nord. C'est seulement en août 1942 qu'un groupe Libération-Nord s'implante sur le littoral. Le leader socialiste boulonnais Henri HENNEGUELLE prend contact avec André PANTIGNY, secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, et fonde le groupe de Boulogne-Desvres de Libération-Nord. Cette implantation tardive sur le littoral (les premiers groupes Libération-Nord dans le Pas-de-Calais datent de décembre 1941), s'explique par le fait que HENNEGUELLE, recherché par le gouvernement de Vichy, ne parvient à regagner Boulogne-sur-Mer qu'à cette date. Par précaution, il s'entoure de personnes qu'il connaît parfaitement, camarades de la S.F.I.O. pour la plupart, entre autres Roger LEJOSNE et Raymond MASSELIS. Son action, concentrée d'abord dans la propagande avec diffusion de tracts et de journaux, s'oriente progressivement vers le renseignement militaire, que justifie la position de la région boulonnaise, proche de l'Angleterre.

Henri HENNEGUELLE progresse dans le mouvement Libération-Nord : il en devient rapidement le chef départemental, puis en août 1943, il en est nommé chef militaire régional. Cependant, repéré par les Allemands, traqué, condamné à mort par contumace, il décide de quitter le littoral et part pour Paris, après avoir choisi Raymond MASSELIS pour le remplacer à la direction du groupe « Libé-Nord » de Boulogne. S'il

contraire un temps Libération-Nord, le départ de leur chef ne signifie pas pour autant la fin des activités des résistants socialistes boulonnais : ils continuent leur activité de propagande et de renseignement, et participent également à des actions de sabotage, de matériel ferroviaire par exemple.

Il nous est possible de retracer l'activité résistante de Jeannil DUMORTIER en grande partie grâce à un rapport rédigé par DUMORTIER lui-même, figurant dans les archives de son fils. Au sein du mouvement Libération-Nord, Jeannil DUMORTIER, qui prend le pseudonyme de Pierre, est chargé en premier lieu d'une action de diffusion de contre-propagande allemande : il distribue des journaux et des documents ronéotés. Ensuite, de 1942 à 1944, Jeannil DUMORTIER participe activement à la confection du rapport *Menne*, du nom de ce médecin, militant à l'O.C.M., capitaine d'artillerie de réserve. La formation militaire de DUMORTIER, l'artillerie, lui est ici très utile : elle justifie le fait qu'il soit chargé de cette tâche. Jeannil DUMORTIER et Marcel MENNE entreprennent, de concert, de relever scrupuleusement toutes les défenses allemandes de la région boulonnaise. Ils dressent des plans où figurent les emplacements des casemates, des champs de mines, des blockhaus et d'autres ouvrages. Ce rapport est resté célèbre sous le nom de rapport *Menne* car il porte le nom du plus gradé des deux officiers. Pour ne pas attirer l'attention lorsqu'il effectue ses relevés, notamment autour du Mont-Lambert, Jeannil DUMORTIER entreprend un élevage de lapins à son domicile de Saint-Martin. Ainsi, il parcourt la région boulonnaise à bicyclette, avec sa vieille casquette, son sac et sa faucille. La qualité et la précision des informations de ce rapport sont soulignées par les troupes canadiennes qui rendent hommage au travail des deux résistants.

Enfin, essentiellement de mars à juin 1944, il rédige un rapport hebdomadaire, qu'il transmet à Raymond MASSELIS, sur les mouvements quantitatifs de navires et les effectifs terrestres, maritimes et aériens, de la région côtière, de la baie de Somme à la frontière belge. Dans le rapport qui figure dans les archives de son fils, Jeannil DUMORTIER indique comment il parvient à remplir cette tâche ardue. Il réussit à dresser ces bilans à partir de la « *Marineverpflegungsamt* », le centre de ravitaillement de la marine, par le contrôle des denrées alimentaires qui y sont fournies. Les fiches de commandes portent en effet les effectifs et les taux de ration, lui permettant ainsi de distinguer la nature des unités ravitaillées. Pour réunir ces diverses données, il bénéficie de l'aide d'un de ses anciens élèves de l'Ecole Pratique de Boulogne, Victor RAIFF, qui occupe les fonctions de secrétaire à la *Marineverpflegungsamt*. Cette activité de collecte de renseignements est une tâche périlleuse : il faut circuler dans des zones interdites, observer, dresser des croquis, détenir et transporter des documents compromettants.

L'ordonnance du Comité Français de la Libération Nationale (C.F.L.N.) en date du 1^{er} février 1944 crée les Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) afin de regrouper l'ensemble des forces militaires résistantes. Ces F.F.I., placées sous le commandement du général KOENIG, participent activement, aux côtés des Alliés, à la libération du territoire national. Jeannil DUMORTIER en fait partie, au rang de lieutenant. A Saint-Martin, il met sur pied un groupe de F.F.I. qu'il dirige.

Le débarquement allié sur les côtes normandes, l'opération *Overlord*, se produit le 6 juin 1944. Il surprend les Allemands mais ceux-ci réussissent à stopper l'avance

alliée jusqu'à la fin juillet, lorsque, après deux mois de durs combats, le front est rompu dans la région d'Avranches. Une partie des troupes alliées se lance alors vers le nord, à l'assaut des ports de la Manche.

Durant le mois d'août 1944, lors d'une réunion de résistants tenue à l'hôpital, Jeannil DUMORTIER est désigné chef-adjoint de la forteresse de Boulogne, plus spécialement chargé des questions militaires. La ville de Boulogne, comme celles de Dunkerque et Calais notamment, est déclarée place forte par HITLER depuis mars 1944. Cela se traduit par de vastes travaux de défense entrepris sur tout le littoral. A Boulogne, le Führer envoie le lieutenant-général Ferdinand HEIM qui a sous ses ordres une garnison de 10 000 hommes. Cet officier de haut rang met en place un dispositif défensif, sorte de grand fer à cheval qui embrasse Boulogne, de Wimereux au nord, à Nocquet au sud. Le 27 août, les F.F.I., reconnaissables à leur brassard tricolore frappé de la Croix de Lorraine, reçoivent l'ordre d'insurrection générale, lancé par l'état-major régional sous les ordres du colonel Gaston DASSONVILLE. Ils ont pour mission de harceler l'ennemi qui bat en retraite et d'aider au maximum les troupes alliées qui approchent.

Le 1^{er} septembre 1944, la 1^{ère} Armée canadienne, commandée par le général CRERAR reçoit pour objectif de « nettoyer » la côte et les ports du Havre à Bruges, Boulogne constituant la priorité absolue. La libération de Boulogne, dont la 3^e division d'infanterie (D.I.) canadienne est chargée, prend le nom d'opération « Wellhit ». Le 5 septembre, la 3^e D.I. est aux portes de Boulogne, où, la veille, HEIM a décrété l'état de siège. Le lendemain, débute le pilonnage du Mont-Lambert, où se trouve le poste de commandement de HEIM. Pour protéger les populations civiles encore présentes dans l'agglomération, leur évacuation est décidée conjointement par les Allemands et les Canadiens. Pour les Saint-Martinois, elle s'achève le 11 septembre. Dans le même temps, Jeannil DUMORTIER et son groupe de F.F.I. se rendent au Quartier Général de la 3^e D.I., à Alincthun.

L'assaut décisif sur Boulogne, prévu initialement pour le 16 septembre, est finalement déclenché le 17. La prise de la ville réclame un énorme déploiement de moyens aériens ; les bombardiers et l'artillerie pilonnent les positions allemandes, puis des colonnes blindées s'engouffrent dès qu'une brèche est ouverte. En raison de leur connaissance du terrain, les résistants français sont sollicités pour guider les chars canadiens. Trois groupes de trois volontaires sont formés, dont l'un est composé de Jeannil DUMORTIER, Victor RAIFF et Achille GAEREMYNCK. Les trois hommes accompagnent l'unité blindée du lieutenant-colonel DALLMEYER du « First Lothians and Boarder Yeomanry ». DUMORTIER prend place sur une auto-mitrailleuse canadienne. Dans le rapport sur ses activités résistantes qu'il rédige après guerre, DUMORTIER narre avec précision les différentes étapes de son périple sur ce char allié. « *Nous prenons la direction La Capelle-Saint-Martin. Des champs de mines nous arrêtent. La colonne part alors à travers champs... Avant la nuit, nous atteignons la route Mont-Lambert/Saint-Martin. Je suis alors chargé de guider trois grenadiers pour l'attaque du petit fortin qui est au flanc de Mont-Lambert. Le drapeau blanc apparaît, nous faisons dix-neuf prisonniers* ».

Le lendemain, 18 septembre, les chars, toujours guidés par les résistants, entrent dans Boulogne. « *Notre groupe progresse entre les rues Lebeau et Framery et la Porte Neuve, et attaque au canon des nids de mitrailleuses sur les remparts* ». L'objectif de cette colonne est d'atteindre le plus rapidement possible les ponts qui traversent la Liane et de les garder intacts. Malgré la rapidité de la progression, elle ne peut en empêcher la destruction, totale ou partielle. Le 19 septembre, les troupes commandées par

DALLMEYER parviennent tout de même à franchir la Liane, par le pont de la Lampe. DUMORTIER prend alors part à l'attaque des positions allemandes d'Henriville.

Le 20 septembre, Boulogne tombe entre les mains des troupes canadiennes, et, deux jours plus tard, le 22 septembre, le général HEIM se rend et ordonne à ses troupes de cesser le feu. A l'issue d'un siège de six jours, l'opération « Wellhit » est donc terminée. Les Canadiens ont capturé 9 517 prisonniers, mais déplorent 462 tués et blessés.

A l'instar de nombreux autres hommes, Henri HENNEGUELLE et Raymond SPLINGARD pour ne citer qu'eux dans la région boulonnaise, la participation à la Résistance a permis à Jeannil DUMORTIER de démarrer une grande carrière politique au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Ainsi, au soir du 20 septembre 1944, Jeannil DUMORTIER est de retour à Saint-Martin. Au nom du Comité local de Libération (C.L.L.) dont il est président, il prend la direction administrative de la ville. Le C.L.L. est l'émanation, au niveau des communes, du Comité départemental de Libération (C.D.L.). Ce dernier regroupe les organisations de Résistance, les partis politiques et les syndicats représentés dans le département. Le C.L.L. de Saint-Martin mis en place, dans la clandestinité, le 1^{er} août 1944, compte onze membres: sept font partie de Libération-Nord, deux de l'O.C.M. et deux du Front National. Le bureau du Comité se compose d'une personne de chaque tendance, et son président en est Jeannil DUMORTIER.

Le 2 octobre 1944, une réunion se déroule à la sous-préfecture de Boulogne. Elle réunit Pierre HARS, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, Achille PAPEGAËY, maire de Saint-Martin sous l'Occupation, et quatre membres du C.L.L. de cette commune, dont Jeannil DUMORTIER. Au cours de cette séance, le C.L.L. porte de graves accusations contre M. PAPEGAËY. Il lui reproche particulièrement d'avoir désigné, comme otages, des citoyens hostiles à sa politique. Il a également refusé toute aide aux réfractaires du S.T.O. et désigné ces derniers lors des réquisitions de main-d'œuvre par les Allemands. A l'issue de cette réunion, Jeannil DUMORTIER estime qu'Achille PAPEGAËY n'est plus qualifié pour assurer ses fonctions de maire. Il demande qu'une mesure d'internement administratif soit prise envers lui. Ce dernier donne sa démission, acceptée par le sous-préfet. M. HARS désigne alors une délégation spéciale de cinq membres à laquelle il délègue tous les pouvoirs municipaux. Le lendemain, J. DUMORTIER reçoit un ordre de mission lui confiant, provisoirement, les actes de gestion administrative de Saint-Martin. A la date du 3 octobre 1944, Jeannil DUMORTIER est donc nommé premier magistrat de cette commune.

Jeannil DUMORTIER a donc participé, dans un premier temps, comme militaire à la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, ses convictions morales et politiques le conduisent vers la Résistance ; il a accompli très certainement l'une des tâches qui aura été la plus utile à la cause de la Résistance et à la libération de notre région. L'activité dont il fait preuve durant les glorieux jours de la libération de Boulogne lui vaut du reste d'être décoré, d'une part, de la Croix de Guerre avec étoile de bronze, le 8 novembre 1944, par le général de division DELIGNE, commandant la 1^{ère} région militaire, et, d'autre part, de la Médaille Commémorative de la Guerre 1939-1945, en juillet 1952. Enfin, en mars 1980, il reçoit les insignes de Chevalier dans l'ordre national du Mérite.